

Cécile Van de Velde

Titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur les inégalités sociales et les parcours de vie
Professeure de sociologie à l'Université de Montréal, maître de conférences à l'EHESS

Le défi des jeunes générations en trois questions : équité, démocratie, responsabilité



En cette seconde décennie du 21^{ème} siècle, la crise, et les politiques d'austérité qu'elle a légitimées dans son sillage, ont apporté une nouvelle question fondamentale pour nos sociétés : qui doit payer la « dette » publique ? Les politiques d'austérité ont accentué les effets générationnels de la crise, en faisant porter le poids de la réduction de la dette en partie par les jeunes générations présentes et à venir, tout en fragilisant certaines vulnérabilités aux âges les plus avancés. Elles sont venues doubler et aiguïser les enjeux d'équité générationnelle, à la fois entre les générations et au sein de chacune d'entre elles. Au défi de la longévité, s'ajoute un défi sur les jeunes générations qui, particulièrement touchées par la récession, héritent d'une « dette » lourde à porter.

Nous assistons ainsi à la résurgence d'un « problème des générations », qui ne se pose pas tant sur les conditions de changement culturel (Mannheim, 1928) mais plutôt en termes sociaux et politiques. Dans de nombreux pays, ces difficultés sociales se traduisent par une accentuation des solidarités familiales descendantes entre les générations. Mais souvent salvatrices à niveau individuel, ces dernières viennent renforcer les inégalités au sein même des jeunes générations, pénalisant particulièrement ceux qui en sont dépourvus. Cette adversité accrue n'est pas sans effet sur le rapport même à la méritocratie, et plus largement, à la société : on voit émerger de nouvelles lignes de scission citoyennes, entre les individus et des « pouvoirs » publics qui leur échappent. Il ne s'agit non pas tant d'un « fossé des générations » (Mead, 1971) mais plutôt d'un fossé citoyen, qui ouvre de profondes failles dans nos sociétés et provoquent de la désadhésion au « système ». Ce défi des générations est bel et bien démocratique, et pose fondamentalement la question de l'empreinte posée sur les générations futures.

Face à cette « révolution » souterraine des générations, l'objectif de ce texte est de donner une lecture synthétique des différents défis générationnels qui se présentent à nous, et ce au niveau

global. Il s'appuie en effet sur une enquête internationale et comparée portant sur les jeunes générations face à la crise entre 2012 et 2016, conduite à Madrid, Montréal, Santiago du Chili, Hong-Kong, Paris. A l'issue de notre enquête, nous avons identifié trois grands enjeux générationnels communs à tous les pays analysés, structurants pour l'avenir de nos sociétés : l'équité, la démocratie, et la responsabilité. D'une part, le double renforcement des inégalités générationnelles aiguise la question de l'*équité* des politiques publiques ; d'autre part, la montée de « colères » citoyennes et générationnelles radicalise l'enjeu *démocratique* ; enfin, l'émergence d'une temporalité de crise fait naître un nouvel acteur –les générations futures- et pose la question de la transmission et de la *responsabilité* sociale sur le long terme, pour les générations à venir.

Il est tentant, dans nos pays continentaux, de défendre la préservation du « contrat » générationnel au fondement de nos politiques publiques et de nos systèmes de retraites. Mais cette défense du « contrat » ne doit pas faire illusion, car elle porte le risque de se centrer sur la préservation d'une configuration héritée -celle du paradigme des 30 Glorieuses-, et pourrait empêcher de penser des politiques générationnelles réellement audacieuses. C'est, plus encore, un « New Deal générationnel » qui apparaît aujourd'hui nécessaire ; nous proposons ici trois pistes d'action générationnelle, correspondant à chacun des enjeux qui ont émergé de cette enquête internationale : contrer les inégalités, renouveler la démocratie, et ouvrir les possibles.

Équité : pour une vigilance générationnelle



Le premier défi majeur qui émerge de cette perspective internationale est celui de l'équité. Les effets conjugués de la crise et de l'austérité ont en effet activé, dans leur sillage, une dialectique inégalitaire entre générations : celles-ci sont à la fois plus inégales, plus solidaires mais aussi... plus clivées. Dans leur ensemble, les jeunes générations se voient ainsi particulièrement touchées par les ajustements actuels sur le marché du travail et par la perspective du déclassement intergénérationnel : dans la plupart des sociétés occidentales, les indicateurs de revenus, de précarité professionnelle ou d'accès au logement témoignent d'une accentuation des contrastes entre les générations (OCDE, 2014, OCDE, 2016). Cette dynamique d'ensemble s'articule à une autre dynamique interne : au sein même de ces jeunes générations, les inégalités socio-économiques tendent à se polariser, du fait principalement d'un décrochage particulièrement marqué des franges peu diplômées. Ces deux dynamiques croisées viennent bousculer internationalement le rapport à la méritocratie et la justice sociale parmi les jeunes générations.

Or, une forme d'aveuglement social subsiste aujourd'hui au sein des débats publics face à certaines conséquences pénalisantes des politiques mises en place, internationales, nationales ou locales. Reconnaissons-le : il est certes difficile, voire impossible, de fixer des seuils « d'égalité » parfaite de traitement entre générations, tant celle-ci fait jouer l'irréductible dimension du temps et donc s'incarne potentiellement en de multiples options politiques et idéologiques. Mais il serait

nécessaire, pour le moins, de se doter d'outils statistiques systématiques permettant une vigilance publique sur les effets -potentiels et effectifs- des réformes d'austérité sur les différentes générations en présence dans l'espace social, et sur leurs inégalités internes. Dans la lignée de travaux déjà engagés (d'Albis, Mooza, 2015), ces outils macrosociaux établiraient des « seuils d'inéquité » générationnelle, pour éviter les excès d'injustice dans la redistribution et la répartition des protections entre les âges et les générations. Réitérés au fil du temps et diffusés dans le débat social, ils pourraient renforcer la conscience publique des arbitrages en jeu, que ce soit entre les dépenses de retraites, d'activité et d'éducation, ou au sein de différents pans des politiques publiques, que ce soit la fiscalité ou les dépenses sociales par exemple. Certains pays ou certaines instances ont amélioré leurs indicateurs en la matière, mais il serait bon, afin de dépasser une forme d'invisibilité des traitements dans le débat public, de déployer cette vigilance générationnelle à de multiples échelles de gouvernance, et d'en favoriser une diffusion médiatique plus systématique.

Démocratie : (re-)susciter l'adhésion



Le second défi posé par cette configuration générationnelle est un défi démocratique. Dans le sillage de la récession et de l'austérité, la seconde décennie du 21^{ème} siècle a été le théâtre de « colères » citoyennes et générationnelles, mais plus encore, des symptômes croissants d'une « désadhésion » vis-à-vis du politique, voire de ce qui est considéré comme le « système ». Que ce soit sous forme de colères, de retraits volontaires ou de sensibilité accrue au populisme, plusieurs signes émergent actuellement, au delà des frontières, qui témoignent d'un processus souterrain de scission sociale et citoyenne. A cet égard, l'enquête montre de façon prégnante la montée, parmi les jeunes générations, d'un discours « anti-système » associé à une rhétorique de l'impuissance. Pour répondre à ce défi, il s'agirait, à ce stade, de re-susciter ce qui est en train de s'échapper : l'adhésion. En particulier, cette recherche témoigne de la diffusion, au sein des jeunes générations, de colères larvées et étouffées, tant elles se heurtent à la difficulté de nommer un « ennemi » ou d'identifier un responsable au sein d'une multiplicité d'échelles de gouvernance politiques et économiques, du local au transnational. Cette colère, silencieuse, est dangereuse : faute de rapport politique identifié, elle se reporte sur autrui, sur un « système » ou sur soi. Canaliser cette tension invisible est un enjeu démocratique, d'autant plus que ces jeunes générations constituent la force politique des décennies à venir.

Pour resouder la ligne de scission citoyenne qui s'est ouverte entre les jeunes générations -entre autres- et leurs représentants, un des défis les plus importants serait de rétablir les conditions d'une réadhésion au vote, notamment au sein des classes populaires. Elle passe par exemple par le fait de donner une « voix » représentative aisément identifiable à des pouvoirs publics infra-

nationaux ou supranationaux –telle que l’Europe-. Ceci aurait pour but de contrer l’attraction de certains discours populistes « anti-système » qui jouent au niveau national sur ce sentiment d’impuissance sociale, et pouvoir reformuler des rapports de force identifiés. D’autre part, à l’échelle des nations, une piste serait de se donner les moyens de dépasser un bipartisme qui peine actuellement à renouveler le discours politique. A ce stade, une priorité consisterait à poser les bases financières et organisationnelles facilitant la création ou le renouvellement du personnel et des propositions politiques, afin de pouvoir relayer au niveau national le dynamisme actuel des initiatives politiques locales. On note en effet, dans tous les pays concernés par l’enquête, des phénomènes de réappropriation du politique au niveau local et quotidien : ces initiatives peinent à remonter aux échelles nationales et internationales, prise dans des règles du jeu politique laissant peu de place à ce souffle nouveau, et auxquelles les jeunes générations peinent à s’identifier. L’exemple des partis du Sud de l’Europe créés dans le sillage des mobilisations sociales, tels que Syriza et Podemos mais qui ne parviennent pas à faire leur place au niveau national, montre les difficultés actuelles de ce relais, maillon pourtant aujourd’hui essentiel pour l’adhésion à la démocratie.

Responsabilité : ouvrir les possibles



Enfin, le troisième défi générationnel est celui de la transmission. Au delà de ses empreintes économiques et sociales, la crise a en effet réactivé profondément la question du « sens » des générations, et l’enjeu d’une responsabilité générationnelle de long terme, à la fois en termes économiques et environnementaux. Ce défi se résume en quelques mots : ouvrir les possibles pour les jeunes générations – présentes et à venir. Il s’agit là d’un enjeu majeur, profondément lié aux deux autres enjeux d’équité et d’adhésion démocratique, tant il met en jeu la confiance en l’avenir et en la société. L’enquête a montré la diffusion, au sein des jeunes générations, de phénomènes émergents de « déviations », sources de tensions fortes sur les choix de vie et de frustrations sociales et citoyennes. Restaurer les choix de vie consisterait à pouvoir transformer ces déviations subies en bifurcations choisies tout au long des parcours, en s’appuyant sur la quête inassouvie de « sens » très présente dans les parcours de vie : l’enquête montre toute la force de ce ressort existentiel au sein des jeunes générations. Dans tous les pays analysés, les jeunes font face à une injonction contradictoire qui consiste à formuler des projets personnalisés et individualisés, mais dans un marché qui ferme ses portes, et donc qui aiguise les frustrations non seulement sociales, mais aussi existentielles. Politiquement, une relance des perspectives exige de dépasser un logique de *réparation ex post*, qui a structuré les politiques publiques des dernières décennies, pour passer à une logique d’*impulsion* sociale et politique, structurée en un vaste ensemble de mesures coordonnées et contracycliques. Elle exige avant tout de développer les capacités de création de sa propre « place », de rebond et de seconde chance tout au long des parcours : celles-ci sont aujourd’hui de façon excessive laissée aux individus dotés de ressources familiales ou sociales, et ouvrent de nouvelles trappes à pauvreté pour ceux qui en sont

dépourvus. Ces leviers potentiels sont bien entendu différents selon les problématiques générationnelles liées à chacun des modèles sociaux : dans les régimes continentaux et méditerranéens, la priorité pourrait être donnée à l'ouverture de multiples ressorts de financements et d'accompagnement des projets individuels, à l'ouverture de formations courtes et ouvertes aux non-diplômés, ainsi qu'à la jonction et à la sécurisation temporelles des aides sociales ; dans les pays libéraux, elle devrait se tourner sur le déverrouillage de certains accès financiers et informatifs à l'éducation, sur le prix des études, ainsi que sur le surendettement tout au long des vies. Quel que soit le régime de régulation sociale, cette logique d'impulsion ne peut se réduire à des mesures éparses, qui tendent, seules, à panser des symptômes pré-identifiés. Elle doit prendre la forme d'un plan multi-leviers, qui représenterait non seulement un acte de reconnaissance envers des jeunes générations particulièrement touchées par la crise, mais aussi un effort collectif pour faciliter l'ajustement –aujourd'hui de plus en plus difficile- entre l'« être » et la société, et donc *in fine* l'adhésion citoyenne.

Bibliographie

D'ALBIS H., MOOSA D. (2015), « Generational economics and the national transfer accounts », *Journal of Demographic Economics*, n° 81, p. 409-441.

MANNHEIM K., (2011, 1^{ère} éd. 1928), *Le problème des générations*, Paris, Armand Colin.

MEAD M. (1971, 1^{ère} éd. 1969), *Le fossé des générations*, Paris, Denoël Gonthier.

OCDE (2014), *Panorama de la société 2014 : Les indicateurs sociaux de l'OCDE*, Éditions OCDE.

OCDE (2016), *Database 2016*, <https://data.oecd.org/fr/>

PEUGNY C., VAN DE VELDE C. (2013), « Repenser les inégalités entre générations », *Revue française de sociologie*, n° 54-4, p.641-664.

PIKETTY T. (2013), *Le capital au 21^{ème} siècle*, Paris, Le Seuil.

VAN DE VELDE C. (2015), *Sociologie des âges de la vie*, Paris, Armand Colin.